

Fractures et transitions : réconcilier la France

Déclaration du groupe CFDT

La grave crise démocratique que nous traversons vient de loin. Elle s'est nourrie des injustices, des inégalités, des inquiétudes quant à l'avenir des générations futures, et plus récemment d'un exercice du pouvoir qui s'est exonéré des alertes et des propositions de la société civile. C'est pour cela que le CESE, dans la diversité des organisations qui le composent, s'est saisi de cette urgence afin de proposer des réponses aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Pour la CFDT, en cette période lourde de menaces qui pèsent sur notre cohésion sociale et sur notre démocratie, la responsabilité de la société civile organisée est de saisir toutes les occasions pour favoriser l'expression de la population, renouer le dialogue et construire des solutions concrètes. C'est la raison pour laquelle notre organisation a participé activement au grand débat national dans les territoires. C'est également avec cet objectif, dans une démarche et une vision communes, initiées depuis les attentats de 2015, que 19 organisations, pour la plupart représentées au CESE, ont présenté récemment un pacte social et écologique destiné à redonner à chacun « le pouvoir de vivre ».

Cet avis souligne combien les attentes de la population sont fortes pour réduire les fractures sociales et territoriales, recréer la cohésion sociale, et pour participer aux décisions qui organisent leur vie et l'avenir de nos enfants.

Les préconisations constituent des voies de réponses ; discutées, débattues, elles appellent pour certaines à poursuivre la réflexion, comme celles concernant la fiscalité. Il faut souligner et saluer le sens des responsabilités des organisations et des personnes qui ont participé aux travaux, permettant de parvenir à des propositions engageant l'action publique vers des politiques durables et solidaires et à une meilleure participation des citoyens à la décision publique.

Cette capacité de co-construction qui suppose une capacité d'engagement des organisations représentées dans l'assemblée est aujourd'hui plus que jamais précieuse.

Nous saluons particulièrement la participation des citoyennes et citoyens tirés au sort qui se sont impliqués, contribuant à la qualité de cet avis. Cette innovation marquera l'histoire du CESE. Elle illustre sa capacité et sa volonté d'évoluer pour mieux articuler démocraties représentative et participative.

Reste maintenant à être entendus. Cet avis ne prétend en aucune façon réduire ou résumer le grand débat national. Il est une contribution spécifique de par la nature de notre conseil, qui mérite attention et respect. Il est également une alerte adressée au gouvernement qui doit répondre aux très fortes attentes exprimées, notamment à travers les préconisations de cet avis.

La CFDT a voté l'avis.